

## **Heures supplémentaires: le dispositif TEPA semble avoir atteint ses limites**

Par JeanMarie Godard AP - Lundi 21 juillet, 17h13

PARIS - Le dispositif TEPA plafonne. Les heures supplémentaires défiscalisées ont été utilisées par 54% des entreprises en mars et avril, selon le relevé diffusé lundi par l'ACOSS (voir pages suivantes). C'est la première fois depuis le lancement du dispositif en octobre 2007 que le chiffre n'évolue pas à la hausse d'un mois sur l'autre.

Pour mai, 55% des entreprises ont utilisé les heures supplémentaires défiscalisées, un pourcentage "provisoire" qui pourrait être revu à la baisse dans un mois, ce qui a été le cas pour les chiffres de mars et avril.

En données provisoires, l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS, qui centralise les cotisations sociales) avait précédemment annoncé 59% pour mars -pourcentage revu à la baisse de 4 points en juin dernier- et 55% pour avril.

L'ACOSS précisait que ces données, lors de leur première diffusion, étaient présentées "sans redressement pour prise en compte des futures déclarations rectificatives ou retardataires", une mise en garde figurant aussi dans le document diffusé lundi concernant le mois de mai.

Selon l'ACOSS, 38% des entreprises effectuant leurs déclarations chaque mois avaient utilisé le dispositif prévu dans la loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) en octobre 2007, 48% en novembre, 51% en décembre, 53% en janvier et février 2008 et 54% en mars et avril.

"Le montant actuellement déclaré des exonérations TEPA au titre des salaires de mai 2008 est de 163 millions d'euros", souligne l'ACOSS qui précise que ce chiffre était de 165 millions d'euros en avril.

Selon l'ACOSS, cela représente 45 millions d'heures supplémentaires déclarées en mai 2008. L'organisme précise qu'elles "représentent (...) cinq heures par mois, rapporté aux salariés des entreprises qui font des heures supplémentaires", soit exactement le même nombre qu'en avril.

Le 4 juillet dernier, une enquête trimestrielle de la DARES (organisme statistique du ministère de l'Economie et de l'Emploi) montrait que sur un an, le nombre moyen d'heures supplémentaires par salarié à temps complet était passé de 6,2 à 8,7, entre le premier trimestre 2007 et le premier trimestre 2008, soit 2,5 heures supplémentaires réparties sur trois mois.

Ramenée à la durée collective du temps de travail, l'enquête montrait que la progression était faible dans les entreprises dont la durée hebdomadaire est de 35 heures (81,6% des entreprises prises en compte par l'enquête), avec 1,3 heure supplémentaire de plus entre le premier trimestre 2007 et le premier trimestre 2008.

En revanche, cette progression était beaucoup plus forte dans les entreprises qui ne sont pas assujetties aux 35 heures (18,4% des entreprises de l'enquête), avec 8,1 heures supplémentaires de plus.

Mais cette progression se révélait biaisée car, selon la DARES, il apparaissait notamment "que les entreprises déclarant une durée hebdomadaire collective de plus de 35 heures omettaient sur les années récentes de déclarer à l'enquête une partie des heures supplémentaires travaillées".

"L'entrée en vigueur, à partir du quatrième trimestre 2007 des mesures" de la loi TEPA, "a vraisemblablement réduit ce biais de sous-déclaration", les allègements de charges liés à cette loi amenant "désormais les entreprises à recenser avec plus de précision les heures supplémentaires", soulignait la DARES.

AP

voir communiqué de l'ACOSS pages suivantes



21 juillet 2008

## Principaux résultats sur le dispositif TEPA issus des déclarations de cotisations en Urssaf relatives à la paye de mai 2008

### I) Principaux éléments

La mensualisation des déclarations de cotisation aux Urssaf est obligatoire pour les établissements des entreprises de plus de 10 salariés et facultative en deçà. **En conséquence, cette étude ne prend en compte qu'une faible part des TPE** (entreprises de 1 à 9 salariés) qui sont pour la plupart trimestrialisées. Leurs déclarations au titre du 2<sup>ème</sup> trimestre 2008 devraient parvenir aux Urssaf au cours du mois de juillet et seront retracées dans le communiqué de presse de mi-août.

Les données du mois de mai sont présentées sans redressement pour prise en compte des futures déclarations rectificatives ou retardataires. En revanche, les révisions pour les périodes précédentes sont intégrées. **Par ailleurs, en l'absence de recul sur ces séries, les données ne peuvent pas être corrigées des variations saisonnières ni des jours ouvrables, ce qui limite les interprétations des évolutions d'un mois à l'autre.**

**En mai 2008, 55 % des entreprises mensualisées ont recouru aux exonérations de cotisations permises par la loi TEPA**, après 54 % en mars et avril (données révisées, voir graphique 1).

**Le montant actuellement déclaré des exonérations TEPA au titre des salaires de mai 2008 est de 163 millions d'euros.** Il était de 159 millions en mars et de 165 en avril (voir graphique 2). Cela correspond à 45 millions d'heures supplémentaires déclarées par ces entreprises en mai 2008 (43 en mars et 45 en avril, voir graphique 3). Elles représentent près de 3 heures par mois ramené à l'ensemble des salariés et près de 5 heures rapporté aux salariés des entreprises qui font des heures supplémentaires.

En mai 2008, **les 603 millions d'euros de masse salariale correspondant aux heures supplémentaires et complémentaires rémunérées** et bénéficiant de la réduction salariale représentent 2,9 % de l'assiette totale des entreprises faisant des heures supplémentaires. Ce ratio est fortement décroissant avec la taille de l'entreprise.

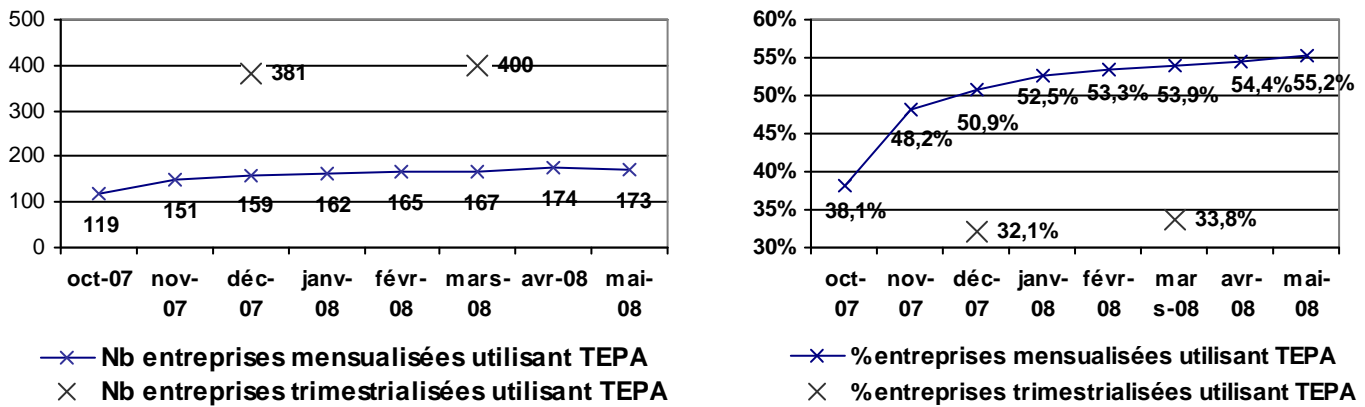
**Les résultats concernant le 1er trimestre 2008 ont été peu révisés par rapport au précédent communiqué.** Le montant de cotisations exonérées et le nombre d'heures supplémentaires effectuées augmentent de 1 %. La part des entreprises utilisatrices est de 38,9 % contre 38,4 %.

**Contact presse :** Alain Gubian  
Direction Financière –  
Direction des Statistiques, des Etudes et de  
la Prévision  
Tél : 01 77 93 63 66  
Email : [alain.gubian@acoss.fr](mailto:alain.gubian@acoss.fr)

Agence Centrale des Organismes de  
Sécurité Sociale – ACOSS  
36 rue de Valmy  
93 108 Montreuil Cedex  
Tél : 01 77 93 65 00  
[www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr)

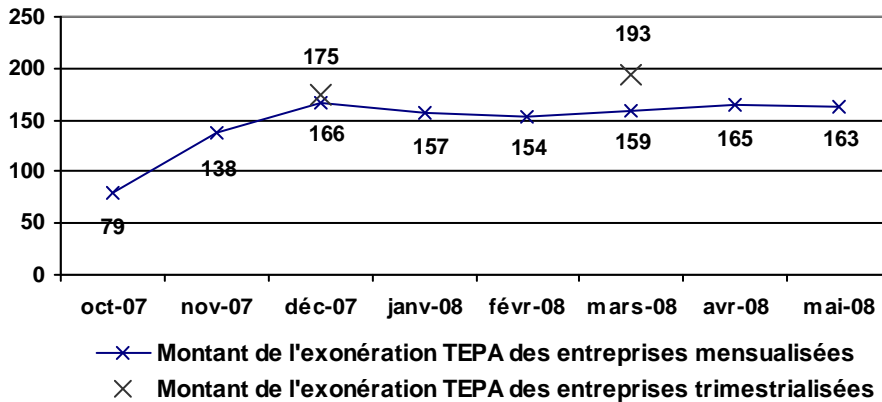
**II) Historique des principaux indicateurs concernant la loi TEPA**

Graphique 1 : Nombre (en milliers) et part d'entreprises utilisant la loi TEPA



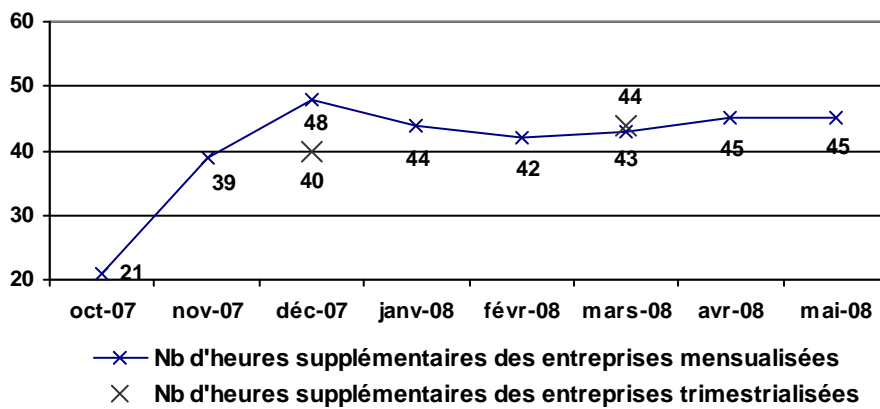
Source : Acoff - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Graphique 2 : Montant de cotisations exonérées TEPA (en millions d'euros)



Source : Acoff - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Graphique 3 : Nombre d'heures supplémentaires (en millions d'heures)



Source : Acoff - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

## III) Les entreprises mensualisées utilisatrices en mai 2008

Tableau 1 : Importance parmi les entreprises mensualisées de celles qui utilisent l'exonération TEPA<sup>1</sup>

Taille d'entreprise en 2008	Nombre d'entreprises mensualisées ayant transmis un BRC pour mai 2008	Assiette totale des entreprises mensualisées (en millions d'euros)	Nombre d'entreprises mensualisées ayant déclaré une exonération TEPA en mai 2008	% d'entreprises mensualisées ayant déclaré une exonération TEPA en mai 2008	Part en assiette des entreprises ayant déclaré une exonération TEPA en mai 2008	Part de l'assiette des heures supplémentaires et complémentaires sur l'assiette totale des entreprises déclarant une exonération TEPA en mai 2008
<b>Total</b>	<b>313 878</b>	<b>32 161</b>	<b>173 416</b>	<b>55,2%</b>	<b>64,7%</b>	<b>2,9%</b>
<10	116 348	847	39 680	34,1%	55,5%	6,8%
>=10	197 530	31 314	133 736	67,7%	64,9%	2,8%
10-19	89 490	2 588	59 986	67,0%	64,5%	6,8%
20-49	68 491	4 485	45 751	66,8%	62,9%	5,1%
50-99	20 056	2 888	13 568	67,7%	62,1%	3,6%
100-249	12 276	4 293	8 916	72,6%	61,0%	2,8%
250-499	3 942	2 982	2 932	74,4%	62,5%	2,0%
500-1999	2 691	5 619	2 084	77,4%	63,2%	1,6%
>=2000	584	8 458	499	85,4%	71,1%	1,4%

Remarque : 314 000 déclarations BRC étaient parvenues aux Urssaf au titre du mois de mai, toutefois, la population des entreprises mensualisées est plutôt de l'ordre de 370 000 entreprises. Il faut donc prendre en compte une part de retardataires, essentiellement parmi les petites unités, de l'ordre de 5 à 10 %.

Nota : Dans les tableaux de cette étude, les montants d'exonérations TEPA portent sur les heures supplémentaires et complémentaires (salariés à temps partiel). En revanche les nombres d'heures indiqués ne concernent que les heures supplémentaires, seules bénéficiaires de l'exonération patronale.

Source : Acoess - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Tableau 2 : Principaux éléments sur les exonérations TEPA par taille d'entreprise (employeurs mensualisés)

Taille d'entreprise en 2008	Montant total de l'exonération TEPA en mai 2008 (en millions d'euros)	Détail du montant de l'exonération TEPA			Ratio exonération TEPA / assiette des entreprises concernées	Nombre d'heures supplémentaires ayant donné lieu à exonération (en millions d'heures)	Heures supplémentaires par effectif salarié du secteur	Heures supplémentaires par effectif salarié des entreprises réalisant des heures sup
		Exonération salariale	Exonération patronale (moins de 20 salariés)	Exonération patronale (plus de 20 salariés)				
<b>Total</b>	<b>163,3</b>	<b>128,8</b>	<b>18,2</b>	<b>16,3</b>	<b>0,8%</b>	<b>44,8</b>	<b>3,1</b>	<b>4,6</b>
<10	10,4	6,9	3,4	0,1	2,2%	2,4	6,0	11,3
>=10	152,9	121,9	14,7	16,3	0,8%	42,3	3,0	4,5
10-19	36,1	24,1	11,7	0,2	2,2%	8,3	6,7	10,1
20-49	38,0	30,7	2,7	4,7	1,3%	11,1	5,3	8,0
50-99	16,2	13,7	0,2	2,4	0,9%	4,9	3,6	5,6
100-249	18,6	15,8	0,1	2,7	0,7%	5,6	3,0	4,5
250-499	9,3	7,9	0,0	1,4	0,5%	2,8	2,1	3,3
500-1999	13,7	11,8	0,0	1,9	0,4%	3,9	1,7	2,6
>=2000	20,9	18,0	0,0	2,9	0,3%	5,8	1,5	2,1

Remarque : le seuil des 20 salariés pour l'application de la loi Tepas est déterminé selon un effectif calculé différemment de l'effectif salarié en fin de trimestre. En conséquence, certaines entreprises de plus de 20 salariés peuvent bénéficier de l'exonération moins de 20 salariés et inversement. De même, certaines entreprises ayant plus de 10 salariés personnes physiques en fin de période, peuvent être trimestrialisées parce que leur effectif ETP est inférieur à 10 ou d'autres raisons liées au calcul de leur effectif. Toutefois, il peut également subsister des erreurs déclaratives qui n'ont pas encore été rectifiées.

Source : Acoess - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Cette mesure bénéficie davantage aux entreprises de moins de 20 salariés. Le ratio du montant de la masse salariale des heures supplémentaires et complémentaires sur l'assiette des entreprises concernées par la mesure est de 6,8 % pour les moins de 10 salariés alors qu'il représente 1,4 % pour les entreprises de plus de 2 000 salariés.

<sup>1</sup> La branche du recouvrement dispose d'informations parcellaires sur le secteur public. En effet, une partie importante des exonérations Tepas (celles des titulaires) ne se trouvent qu'au sein de la CNRACL ou du régime des retraites de l'Etat. La partie des exonérations Tepas du secteur public suivi par les Urssaf est de 6 millions d'euros pour le mois de mai 2008. Sur l'ensemble des employeurs (public et privé) le montant total des exonérations TEPA dans le champ Urssaf est donc de 169 millions d'euros pour le mois de mai 2008.

#### IV) Les entreprises du secteur concurrentiel utilisatrices (mensualisées et trimestrialisées) au 1er trimestre 2008

Tableau 5 : Importance des entreprises ayant utilisé l'exonération TEPA au cours du 1er trimestre 2008<sup>2</sup>

Taille d'entreprise en 2008	Nombre d'entreprises ayant transmis un BRC au 1 <sup>er</sup> trimestre 2008	Assiette totale des entreprises (en millions d'euros) au 1 <sup>er</sup> trimestre 2008	Nombre d'entreprises ayant déclaré une exonération TEPA au 1 <sup>er</sup> trimestre 2008	% d'entreprises ayant déclaré une exonération TEPA au 1 <sup>er</sup> trimestre 2008	Part en assiette des entreprises ayant déclaré une exonération TEPA au 1 <sup>er</sup> trimestre 2008	Part de l'assiette des heures supplémentaires et complémentaires sur l'assiette totale des entreprises déclarant une exonération TEPA au 1 <sup>er</sup> trimestre 2008
<b>Total</b>	<b>1 550 045</b>	<b>115 873</b>	<b>603 468</b>	<b>38,9%</b>	<b>61,0%</b>	<b>3,3%</b>
Trimestriels	366 580	98 092	203 245	55,4%	63,2%	2,8%
Mensuels	1 183 465	17 781	400 223	33,8%	49,1%	6,8%
<10	1 300 958	17 564	434 179	33,4%	48,6%	7,0%
>=10	249 087	98 309	169 289	68,0%	63,2%	2,8%
10-19	124 520	9 162	82 087	65,9%	62,8%	6,7%
20-49	77 417	13 929	52 641	68,0%	60,3%	5,0%
50-99	23 449	8 942	16 392	69,9%	59,4%	3,5%
100-249	14 478	13 122	10 863	75,0%	59,2%	2,8%
250-499	4 802	9 309	3 764	78,4%	60,6%	2,0%
500-1999	3 586	17 398	2 817	78,6%	61,4%	1,4%
>=2000	835	26 447	725	86,8%	70,3%	1,4%

Source : Acoff - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Tableau 6 : Principaux éléments sur les exonérations TEPA par taille d'entreprise au 1<sup>er</sup> trimestre 2008

Taille d'entreprise en 2008	Montant total de l'exonération TEPA en mai 2008 (en millions d'euros)	Détail du montant de l'exonération TEPA			Ratio exonération TEPA / assiette des entreprises concernées	Nombre d'heures supplémentaires ayant donné lieu à exonération (en millions d'heures)	Heures supplémentaires par effectif salarié du secteur	Heures supplémentaires par effectif salarié des entreprises réalisant des heures sup
		Exonération salariale	Exonération patronale (moins de 20 salariés)	Exonération patronale (plus de 20 salariés)				
<b>Total</b>	<b>663,1</b>	<b>498,3</b>	<b>117,2</b>	<b>47,7</b>	<b>0,9%</b>	<b>173,4</b>	<b>9,6</b>	<b>15,4</b>
Trimestriels	470,1	370,5	52,2	47,5	0,8%	129,7	9,0	13,6
Mensuels	193,0	127,8	65,0	0,2	2,2%	43,7	12,2	25,4
<10	194,9	128,42	66,22	0,22	2,3%	44,6	13,0	27,6
>=10	468,2	369,9	50,9	47,4	0,8%	128,8	8,8	13,4
10-19	124,2	82,6	40,7	0,9	2,2%	28,9	18,7	28,7
20-49	113,1	90,5	8,8	13,8	1,3%	33,4	15,2	23,8
50-99	47,8	40,1	0,7	7,0	0,9%	14,4	10,4	16,5
100-249	54,5	45,9	0,5	8,1	0,7%	16,5	8,9	13,3
250-499	27,9	23,5	0,2	4,2	0,5%	8,6	6,4	10,0
500-1999	38,0	32,6	0,1	5,3	0,4%	10,7	4,6	7,2
>=2000	62,8	54,7	0,0	8,1	0,3%	16,3	4,1	5,9

Source : Acoff - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Plus de 603 000 entreprises ont déclaré des exonérations TEPA au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2008, soit 38,9 % des entreprises ayant déclaré un BRC durant la même période. Au cours de ce trimestre 173 millions d'heures supplémentaires ont été déclarées, ce qui représente plus de 9 heures supplémentaires par trimestre ramené à l'ensemble des salariés et près de 15 heures rapporté aux salariés des entreprises qui font des heures supplémentaires.

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2008 le montant total des exonérations TEPA est de 663 millions d'euros, correspondant à 0,9 % de l'assiette des entreprises concernées. 75 % des exonérations TEPA bénéficient aux salariés. L'assiette des heures supplémentaires et complémentaires représente 3,3 % de l'assiette des entreprises faisant des heures supplémentaires (soit 2 334 millions d'euros).

<sup>2</sup> La partie des exonérations Tepas du secteur public suivi par les Urssaf est de 17,9 millions d'euros sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2008. Sur l'ensemble des employeurs (public et privé) le montant total des exonérations TEPA au 1<sup>er</sup> trimestre 2008 dans le champ Urssaf est donc de 681 millions d'euros.

## V) Les exonérations TEPA par secteur d'activité en mai 2008

Tableau 9 : Principaux éléments par secteur d'activité (entreprises mensualisées)

		Part des entreprises ayant déclaré une exonération TEPA en mai 2008	Part en assiette des entreprises ayant déclaré une exonération TEPA	Nombre d'heures supplémentaires	Heures supplémentaires par effectif salarié du secteur	Heures supplémentaires par effectif salarié des entreprises réalisant des heures sup	Ratio assiette des heures sup et comp / assiette des entreprises concernées
<b>Total</b>		<b>55,2%</b>	<b>64,7%</b>	<b>44,8</b>	<b>3,1</b>	<b>4,6</b>	<b>2,9%</b>
B0	Industries agricoles et alimentaires	64,9%	62,9%	1,1	3,2	6,9	2,6%
C1	Habillement, cuir	53,2%	66,8%	0,2	2,7	4,2	2,7%
C2	Edition, imprimerie, reproduction	57,9%	56,4%	0,4	2,8	4,3	2,6%
C3	Pharmacie, parfumerie et entretien	59,3%	60,9%	0,1	2,5	4,3	0,8%
C4	Industries des équipements du foyer	63,7%	71,1%	0,4	0,9	1,4	2,4%
D0	Industrie automobile	84,5%	95,3%	0,6	2,9	4,1	1,3%
E1	Construction navale, aéronautique et ferroviaire	75,3%	95,2%	0,4	2,2	2,4	1,9%
E2	Industries des équipements mécaniques	81,4%	83,6%	2,0	3,1	3,3	3,6%
E3	Industries des équipements électriques et électroniques	67,1%	80,9%	0,5	5,4	6,3	1,8%
F1	Industries des produits minéraux	77,7%	77,6%	0,6	2,8	3,5	2,8%
F2	Industrie textile	64,1%	71,0%	0,2	3,9	4,9	2,8%
F3	Industries du bois et du papier	73,5%	74,4%	0,5	3,0	4,3	2,8%
F4	Chimie, caoutchouc, plastiques	72,9%	77,5%	0,7	3,5	4,7	1,4%
F5	Métallurgie et transformation des métaux	83,7%	86,8%	2,0	2,2	2,8	3,7%
F6	Industries des composants électriques et électroniques	69,8%	79,0%	0,5	5,4	6,2	1,6%
G1	Production de combustibles et de carburants	54,5%	86,4%	0,0	2,8	3,4	0,7%
G2	Eau, gaz, électricité	34,1%	20,2%	0,1	1,0	1,2	1,4%
H0	Construction	75,0%	82,0%	7,7	0,5	2,5	6,2%
J1	Commerce et réparations automobiles	73,3%	77,5%	1,5	7,9	9,6	4,1%
J2	Commerce de gros	62,0%	59,9%	2,9	5,3	6,9	3,1%
J3	Commerce de détail, réparations	61,5%	76,8%	2,2	3,6	5,7	2,3%
K0	Transports	73,9%	80,1%	5,7	1,9	2,4	5,0%
L0	Activités financières	33,3%	40,6%	0,2	5,6	8,7	0,6%
M0	Activités immobilières	24,8%	37,8%	0,3	0,4	1,0	2,0%
N1	Postes et télécommunications	53,8%	55,4%	0,3	1,3	3,3	0,6%
N2	Conseil et assistance	40,7%	47,2%	2,0	0,6	1,0	2,0%
N3	Services opérationnels	56,4%	79,6%	6,2	1,8	3,8	3,4%
N4	Recherche et développement	38,1%	52,1%	0,0	3,7	4,4	0,4%
P1	Hôtels, cafés et restaurants	67,0%	79,0%	3,2	0,4	0,8	5,6%
P2	Activités récréatives, culturelles et sportives	14,4%	56,6%	0,3	5,9	7,5	1,9%
P3	Services personnels et domestiques	39,9%	55,0%	0,2	1,5	2,8	4,1%
Q1	Education	29,4%	37,3%	0,1	3,0	5,8	1,6%
Q2	Santé, action sociale	37,0%	52,6%	1,2	0,6	1,7	1,8%
R1	Administration publique	28,3%	44,5%	0,1	1,0	2,0	0,4%
R2	Activités associatives et extra-territoriales	12,3%	24,5%	0,1	0,3	0,6	1,4%

Source : Acoess - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

La part d'entreprises utilisatrices de la mesure TEPA est plus élevée que la moyenne dans la plupart des secteurs de l'industrie, ainsi que dans la construction, le commerce, les HCR et les transports. A l'inverse, des secteurs comme la recherche et le développement, les activités financières, l'immobilier, les activités récréatives ou associatives, l'éducation sont en dessous de la moyenne.

Comparé au nombre d'heures supplémentaires par salarié des entreprises faisant des heures supplémentaires, le ratio comparant l'assiette des heures supplémentaires et complémentaires à l'assiette totale des entreprises concernées est d'autant plus élevé que le nombre d'heures complémentaires effectuées dans le secteur est important et d'autant plus faible quand ce sont les salariés les plus faiblement rémunérés qui effectuent des heures supplémentaires.

## VI) Les exonérations TEPA par département en mai 2008

Tableau 10 : Principaux éléments par département

	Département	Nombre d'établissements	% d'établissements ayant déclaré une exonération TEPA	Montant d'exonérations TEPA	Nombre d'heures supplémentaires	Part en assiette des seuls établissements ayant déclaré une exonération TEPA	Ratio assiette des heures sup et comp / assiette des entreprises concernée
<b>Total</b>		<b>568 852</b>	<b>47,6%</b>	<b>163,3</b>	<b>44,8</b>	<b>64,7%</b>	<b>2,9%</b>
01	Ain	4 781	53,0%	1,8	0,5	68,3%	1,6%
02	Aisne	3 907	49,5%	1,2	0,3	72,2%	3,8%
03	Allier	3 050	44,5%	0,7	0,2	72,7%	3,7%
04	Alpes de haute Provence	1 522	43,6%	0,3	0,1	67,0%	3,4%
05	Alpes (hautes-)	1 583	43,2%	0,3	0,1	66,4%	3,6%
06	Alpes maritimes	13 133	50,2%	3,4	0,9	60,4%	4,3%
07	Ardèche	2 366	43,2%	0,6	0,1	65,6%	3,5%
08	Ardenne	2 143	50,5%	0,8	0,2	66,0%	3,4%
09	Ariège	1 465	39,7%	0,2	0,1	73,4%	4,0%
10	Aube	2 864	51,4%	0,8	0,2	62,4%	3,6%
11	Aude	2 877	46,7%	0,6	0,2	68,8%	3,8%
12	Aveyron	2 620	46,6%	0,6	0,2	66,3%	3,9%
13	Bouches du Rhône	19 452	47,2%	5,2	1,4	60,7%	4,0%
14	Calvados	5 881	48,2%	1,8	0,5	65,8%	3,0%
15	Cantal	1 240	47,4%	0,3	0,1	66,6%	3,4%
16	Charente	3 837	46,2%	0,8	0,2	62,2%	4,6%
17	Charente maritime	6 899	44,7%	1,4	0,4	67,8%	3,1%
18	Cher	2 758	48,2%	0,8	0,2	65,2%	4,0%
19	Corrèze	2 830	47,1%	0,6	0,2	68,9%	3,8%
21	Cote d'or	5 287	51,1%	1,5	0,4	62,1%	4,0%
22	Cotes d'Armor	4 275	48,2%	1,1	0,3	69,4%	3,2%
23	Creuse	984	42,0%	0,2	0,0	63,4%	3,5%
24	Dordogne	3 965	49,1%	0,8	0,2	62,3%	3,2%
25	Doubs	4 765	50,6%	1,6	0,4	64,6%	4,0%
26	Drome	4 711	50,6%	1,5	0,4	75,3%	3,2%
27	Eure	4 380	52,6%	1,5	0,4	70,6%	3,6%
28	Eure et loir	3 456	51,4%	1,0	0,3	77,9%	3,1%
29	Finistère	7 288	45,4%	1,6	0,4	77,0%	3,0%
2A	Corse du sud	1 570	45,1%	0,4	0,1	60,1%	3,2%
2b	Haute corse	1 561	46,4%	0,4	0,1	56,9%	4,9%
30	Gard	5 829	47,9%	1,3	0,3	60,5%	4,8%
31	Haute-Garonne	11 380	44,6%	3,0	0,8	66,6%	3,3%
32	Gers	1 584	43,1%	0,3	0,1	68,7%	2,3%
33	Gironde	14 382	46,0%	3,5	0,9	60,7%	3,6%
34	Hérault	9 434	44,9%	2,0	0,5	65,0%	3,0%
35	Ille et vilaine	8 724	48,6%	2,7	0,7	65,0%	3,1%
36	Indre	2 249	47,0%	0,6	0,2	65,3%	3,1%
37	Indre-et-Loire	5 846	46,1%	1,4	0,4	69,8%	3,6%
38	Isère	10 394	49,5%	3,4	0,9	64,5%	3,1%
39	Jura	2 429	52,0%	0,8	0,2	69,7%	2,9%
40	Landes	3 206	46,4%	0,8	0,2	77,4%	3,9%
41	Loir et cher	3 173	50,3%	1,0	0,3	66,8%	3,7%
42	Loire	6 598	52,5%	2,2	0,6	74,1%	3,6%
43	Haute Loire	1 787	47,9%	0,5	0,1	73,7%	3,4%
44	Loire atlantique	12 191	44,8%	3,4	0,9	70,2%	3,9%
45	Loiret	6 289	48,6%	2,0	0,6	63,7%	3,0%
46	Lot	1 457	43,2%	0,3	0,1	70,6%	3,0%
47	Lot et Garonne	2 900	48,4%	0,7	0,2	61,9%	3,7%
48	Lozère	794	41,8%	0,1	0,0	66,6%	3,6%
49	Maine et Loire	6 622	47,4%	2,0	0,5	48,1%	4,7%
50	Manche	3 819	51,3%	1,2	0,4	67,7%	3,5%

	Département	Nombre d'établissements	% d'établissements ayant déclaré une exonération TEPA	Montant d'exonérations TEPA	Nombre d'heures supplémentaires	Part en assiette des seuls établissements ayant déclaré une exonération TEPA	Ratio assiette des heures sup et comp/ assiette des entreprises concernée
51	Marne	5 310	49,5%	1,5	0,4	69,9%	3,1%
52	Haute marne	1 706	50,1%	0,6	0,2	73,7%	4,1%
53	Mayenne	2 450	48,1%	0,8	0,2	62,6%	3,9%
54	Meurthe-et-Moselle	6 097	45,7%	1,6	0,5	63,4%	3,3%
55	Meuse	1 257	49,0%	0,4	0,1	68,3%	3,9%
56	Morbihan	5 772	47,8%	1,5	0,4	65,0%	3,5%
57	Moselle	7 499	49,9%	2,7	0,8	70,5%	3,4%
58	Nièvre	1 733	48,2%	0,5	0,1	65,8%	3,8%
59	Nord	21 909	46,9%	6,4	1,8	64,7%	3,0%
60	Oise	5 651	53,0%	2,1	0,6	73,9%	3,0%
61	Orne	2 520	49,4%	0,7	0,2	68,1%	3,7%
62	Pas de calais	10 475	47,8%	3,3	1,0	69,7%	3,3%
63	Puy de dôme	6 062	46,6%	1,4	0,4	69,3%	2,5%
64	Pyrénées atlantiques	6 905	48,0%	1,7	0,5	70,0%	3,3%
65	Hautes Pyrénées	2 238	42,6%	0,5	0,1	64,7%	3,5%
66	Pyrénées orientales	3 431	48,1%	0,8	0,2	67,0%	3,9%
67	Bas Rhin	10 554	48,7%	3,4	0,9	67,4%	3,1%
68	Haut Rhin	6 529	50,3%	2,0	0,6	70,6%	3,1%
69	Rhône	18 849	48,0%	5,8	1,5	65,5%	2,7%
70	Haute Saône	1 709	52,7%	0,6	0,2	71,5%	4,1%
71	Saône et Loire	5 044	52,3%	1,6	0,4	76,5%	3,4%
72	Sarthe	4 457	48,7%	1,4	0,4	70,7%	2,9%
73	Savoie	4 693	51,5%	1,6	0,5	71,8%	4,4%
74	Haute Savoie	7 833	55,8%	2,8	0,8	75,5%	4,2%
75	Paris	30 913	43,8%	9,2	2,3	50,3%	2,1%
76	Seine maritime	10 830	48,6%	3,6	1,1	69,7%	3,0%
77	Seine et marne	9 598	53,0%	3,6	1,0	75,0%	3,1%
78	Yvelines	9 525	46,2%	3,0	0,8	68,1%	1,8%
79	Deux sèvres	3 657	46,0%	0,9	0,3	65,3%	3,1%
80	Somme	4 277	49,4%	1,3	0,4	69,9%	3,3%
81	Tarn	3 229	45,3%	0,7	0,2	63,9%	3,5%
82	Tarn et Garonne	1 851	50,0%	0,5	0,1	63,1%	4,4%
83	Var	9 722	50,2%	2,2	0,6	69,5%	4,0%
84	Vaucluse	5 795	51,0%	1,6	0,4	71,9%	4,1%
85	Vendée	5 469	49,8%	1,7	0,5	69,8%	3,5%
86	Vienne	4 508	48,2%	1,1	0,3	67,7%	3,4%
87	Haute vienne	3 962	43,5%	0,7	0,2	61,9%	2,8%
88	Vosges	3 453	50,8%	1,1	0,3	71,7%	3,9%
89	Yonne	3 308	51,0%	0,9	0,3	75,3%	3,3%
90	Territoire de Belfort	1 286	47,4%	0,4	0,1	73,9%	2,6%
91	Essonne	7 982	48,6%	3,0	0,8	65,7%	2,6%
92	Hauts de seine	13 535	41,8%	4,1	1,0	53,5%	1,1%
93	Seine saint Denis	9 017	49,0%	3,4	0,9	62,1%	2,5%
94	Val de marne	8 699	51,3%	3,2	0,9	64,2%	2,6%
95	Val d'Oise	6 756	50,7%	2,6	0,7	75,5%	2,1%
9A	Guyane	2 683	30,0%	0,4	0,1	42,0%	2,6%
9b	Martinique	2 227	37,1%	0,4	0,1	47,3%	2,9%
9C	Guadeloupe	944	34,5%	0,2	0,0	52,1%	3,0%
9D	Réunion	4 221	44,1%	1,0	0,3	53,9%	3,2%

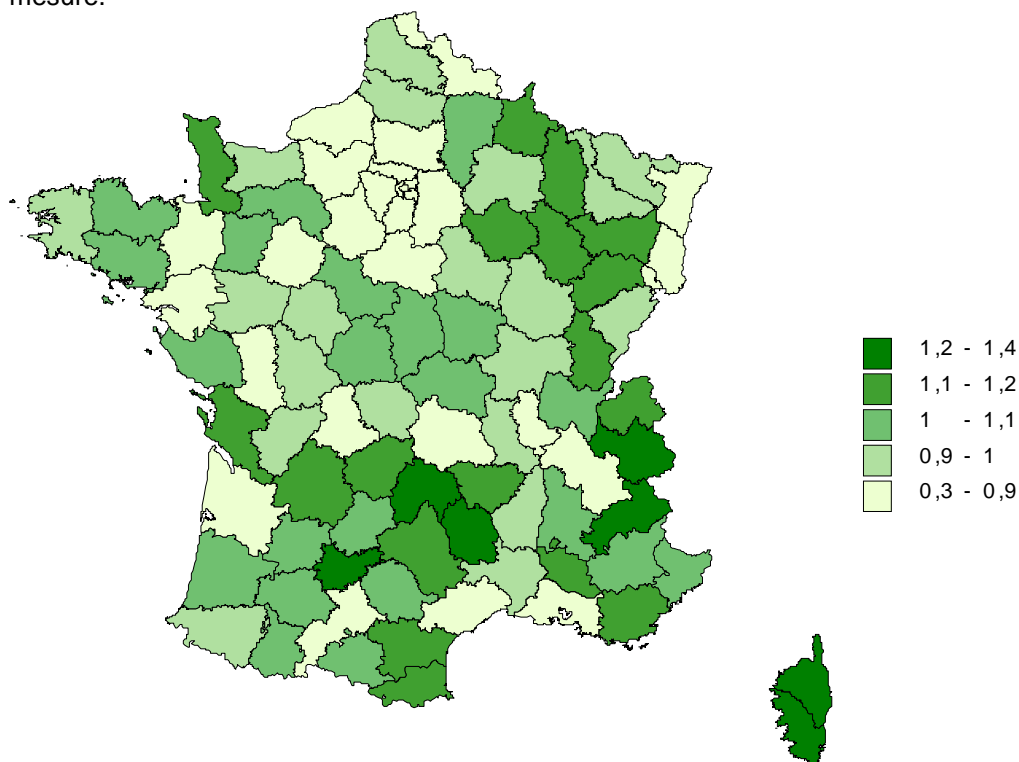
Note : L'analyse est menée par établissement et non par entreprise car celles-ci peuvent être situées dans plusieurs localisations et ne peuvent donc pas être réparties par département (sans créer des doubles comptes).

Source : Acoss - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)



Carte 1 : Ratio exonération TEPA / assiette des établissements TEPA en mai 2008 par département

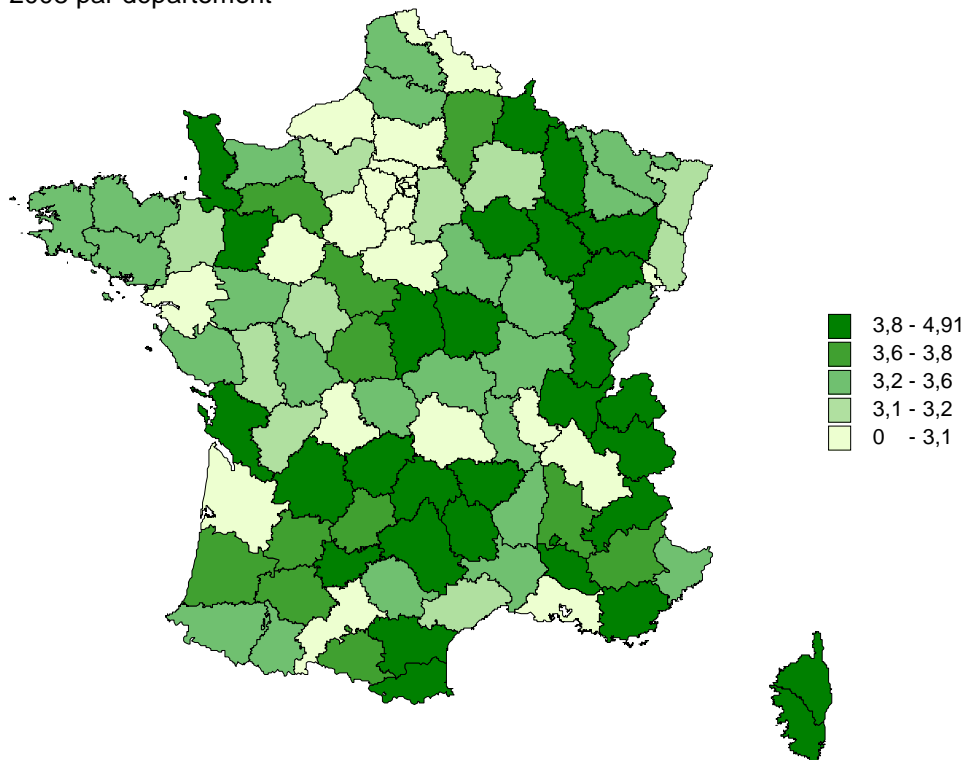
Les exonérations TEPA sont davantage utilisées dans les départements ruraux, que dans les zones urbaines. Le sud de la France, particulièrement dans les Alpes, la Corse et le Massif central, continue à faire un usage important de la mesure.



Moyenne nationale = 0,8 %

Source : Acoff - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)

Carte 2 : Ratio Assiette des heures complémentaires et supplémentaires / assiette des établissements TEPA en mai 2008 par département



Moyenne nationale = 2,9 %

Source : Acoff - Urssaf (exploitation des bordereaux de cotisations)